

Décret, présenté par Lacombe-Saint-Michel, accordant au citoyen Perès, carabinier blessé, un secours provisoire, renvoyant aux comités de salut public et de liquidation de fixer la pension, lors de la séance du 3 messidor an II (21 juin 1794)

Jean-Pierre Lacombe-Saint-Michel

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Lacombe-Saint-Michel Jean-Pierre. Décret, présenté par Lacombe-Saint-Michel, accordant au citoyen Perès, carabinier blessé, un secours provisoire, renvoyant aux comités de salut public et de liquidation de fixer la pension, lors de la séance du 3 messidor an II (21 juin 1794). In: Tome XCII - Du 1er messidor au 20 messidor An II (19 juin au 8 juillet 1794) p. 77;

[https://www.persee.fr/doc/arcpa\\_0000-0000\\_1980\\_num\\_92\\_1\\_24998\\_t1\\_0077\\_0000\\_7](https://www.persee.fr/doc/arcpa_0000-0000_1980_num_92_1_24998_t1_0077_0000_7)

---

Fichier pdf généré le 30/03/2022

mier-général, condamné à mort par le tribunal révolutionnaire. Silvain s'étoit approprié 22,017 liv. en louis et en écus, 1 marc 4 onces 2 gros en or, 8 marcs 2 onces et 1 gros de vermeil, 11 marcs 6 onces et 5 gros d'argenterie, 2 couteaux à manche de nacre et perles, dont 1 à lame d'or, 1 paire de ciseaux montés sur or, 1 montre d'argent, 1 marc 2 onces en jetons. Ils s'étoit confié à Mathieu Leger, pour lui aider à vendre ces effets ou les convertir en assignats; il a dénoncé le coupable au comité de sûreté générale, qui a fait saisir les effets.

Sur la demande du rapporteur, la Convention ordonne l'insertion au bulletin de ce fait (1).

[Applaudissements].

AMAR : Je viens vous faire connaître un trait de désintéressement de la part d'un citoyen, et de friponnerie tout à la fois de la part d'un autre (2).

[Amar a observé que ce trésor est le trentième au moins qui est découvert par la probité des bons citoyens (3) ].

Darlincourt, ci-devant fermier général, condamné par le tribunal révolutionnaire et exécuté, avait enfoui dans son jardin plusieurs effets d'or et d'argent. Un paysan de Villeneuve, près Magny-les-Hameaux, nommé André Sylvain, a volé ceux qui sont contenus dans l'état dont je vais donner lecture.

Etat de la découverte de Deneux et Fenaux, secrétaires du comité de sûreté générale.

302 louis doubles .....	14,496 liv.
274 louis simples .....	6,576
153 écus de 6 livres .....	918
5 écus de 3 livres .....	15
Petite monnaie .....	12
	<hr/>
	22,017 liv.

[suit l'énumération des objets figurant au p.-v. ci-dessus].

Le voleur a enfoui de même ces objets, et a proposé au citoyen Mathieu Léger de l'intéresser dans la vente de ces effets, ou de l'aider à les convertir en assignats. Celui-ci est venu faire sa dénonciation au comité de sûreté générale, qui a fait arrêter le fripon traduit en ce moment au tribunal. Le citoyen Léger réclame la récompense attribuée à son action; mais, comme la loi est positive à cet égard, il est inutile de rendre un nouveau décret pour ce particulier (4)

## 51

Le citoyen Perès, carabinier, qui a perdu une jambe au service de la République, qui a fait deux campagnes de la liberté, qui a supporté les frais du traitement de 4 mois à Sarbruck, demande des secours (1).

[pétition appuyée par Lacombe Saint-Michel (2) ]

La Convention lui accorde un secours provisoire de 600 liv., à imputer sur son traitement, et renvoie aux comités de salut public et de liquidation réunis, pour que sa pension de retraite soit fixée, et que le comité de salut public avise aux moyens de confier à ce brave militaire l'instruction d'une partie des hommes et des chevaux destinés à compléter les régimens de cavalerie et de cavalerie légère. On demande en outre qu'il lui soit accordé une somme de 600 liv. à titre de secours provisoire, payable sur la présentation du décret. Ces différentes propositions ont été décrétées (3).

[applaudissements]

## 52

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité des secours publics, sur la pétition du citoyen Etienne Bevière, cultivateur, domicilié dans la commune de Taisnières, district d'Avesnes, département du Nord, lequel, après 9 mois de détention, a été acquitté et mis en liberté par jugement du tribunal révolutionnaire de Paris, du 18 Prairial dernier, qui, néanmoins, a ordonné que ledit Bevière seroit renvoyé à la surveillance de sa municipalité et à celle du comité de surveillance de sa commune;

« Considérant que, d'après cette disposition particulière, le citoyen Bevière ne peut prétendre à l'indemnité accordée aux citoyens acquittés par le tribunal révolutionnaire, mais qu'il est juste de lui accorder un secours pour l'aider à retourner dans son domicile,

« Décrète que, sur la présentation du présent décret, la trésorerie nationale paiera au citoyen Bevière la somme de 100 liv., à titre de secours, pour l'aider à retourner dans son domicile.

« Le présent décret ne sera pas imprimé » (4).

(1) P.V., XL, 67.

(2) J. Paris, n° 539.

(3) P.V., XL, 67. Minute de la main de Delmas. Décret n° 9602. Reproduit dans B<sup>in</sup>, 4 mess. (1<sup>er</sup> suppl<sup>t</sup>); Mon., XXI, 37; F.S.P., n° 352; J.-S. Culottes, n° 493; Audit. nat., n° 637; J. Sablier, n° 1391; J. Fr., n° 635; Ann. R.F., n° 204; J. Perlet, n° 638; Mess. Soir, n° 672; M.U., XLI, 58; J. Paris, n° 538.

(4) P.V., XL, 68. Minute de la main de Briez. Décret n° 9597. Reproduit dans B<sup>in</sup>, 4 mess. (1<sup>er</sup> suppl<sup>t</sup>).

(1) P.V., XL, 67. B<sup>in</sup>, 4 mess.; F.S.P., n° 352; J. Mont., n° 56; J.-S. Culottes, n° 492; C. univ., n° 873; J. Perlet, n° 637.

(2) Mon., XXI, 27; Débats, n° 639; Audit. nat., n° 636; J. Lois, n° 632; J. Sablier, n° 1391; Rép., n° 184; J. Fr., n° 635; Ann. R.F., n° 204; J. Perlet, n° 638; Mess. Soir, n° 672; M.U., XLI, 58; J. Paris, n° 538.

(3) C. Eg., n° 672.

(4) Mon., XXI, 27